

L'EXODE DES JEUNES ANGLOPHONES DU QUÉBEC

Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (QUESCREN)

Par Nadine Ciamarra et Patricia Lamarre
avec Patrick Donovan et Lorraine O'Donnell

Dans l'ensemble du Canada, le pourcentage de jeunes dans la population totale est en baisse.

En 2020, les jeunes de 15 à 29 ans représentaient 19 % de la population canadienne, et cette proportion devrait encore diminuer dans les années à venir (Statistics Canada, 2020). Au Québec, la proportion des 15-29 ans a progressivement diminué, passant de 20,3 % en 1996 à 17,8 % en 2016 (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2021). Les jeunes anglophones du Québec sont proportionnellement plus nombreux, mais ont également diminué, passant de 21,7 % en 1996 à 20,5 % en 2016, soit 225 585 personnes¹. (Statistics Canada, 1996; Pocock, 2018).

L'émigration est un facteur qui contribue au déclin de la jeunesse anglophone du Québec. Il s'agit d'une préoccupation depuis un certain temps déjà. Elle a une incidence négative sur la vitalité non seulement de la communauté anglophone, mais aussi de l'ensemble de la population du Québec, puisqu'elle se traduit par la perte de précieuses ressources humaines au sein de la province (Floch et Pocock, 2012; voir aussi Lamarre, 2012; Sioufi et Bourhis, 2018).

L'émigration est un enjeu global pour la province². Chaque année, entre 1972 et 2018, plus de personnes de tous âges et de tous groupes linguistiques ont quitté le Québec que de personnes ayant quitté d'autres régions du Canada pour s'installer dans la province. En effet, entre 1972 et 2020, la différence entre le nombre de personnes qui ont quitté le Québec et celles qui y sont arrivées est de 601 987 (ISQ, 2020a).

Les anglophones et les francophones du Québec en 2016



Source : Les données de 2016 sur la première langue officielle parlée (PLOP), tirées de Pocock, 2018

¹ En comparaison, on recensait 1 188 525 jeunes francophones (première langue officielle parlée), ce qui constituait 17,5 % du groupe linguistique majoritaire (Pocock, 2018).

² Pour une discussion en matière d'émigration au Québec dans le contexte de l'ensemble de la migration interprovinciale au Canada, y compris des données sur les autres provinces ayant une perte nette de population par la migration interprovinciale, voir Paillé, 2021 (sous presse).

Si l'on explore la jeunesse et la migration interprovinciale, on constate que les personnes âgées de 15 à 29 ans représentent 35,2 % de la population qui est arrivée et 31,7 % de la population qui a quitté le Québec en 2019-2020, et qu'un pourcentage plus élevé de personnes âgées de 20 à 29 ans a quitté que celui qui est arrivé (ISQ, 2020b).

Ces statistiques peuvent sans doute être attribuées, dans une certaine mesure, aux jeunes qui viennent étudier dans la province. Dans une enquête sur les étudiants des trois universités anglophones du Québec, Holley (2017) a indiqué que, sur les 455 répondants à l'enquête (qui comprenaient des étudiants nés au Québec, des étudiants du reste du Canada et des étudiants internationaux), 46 % ont déclaré avoir l'intention de rester au Québec après avoir obtenu leur diplôme, et 18 % se sont déclarés indécis. De nombreux étudiants du reste du Canada et de l'étranger viennent étudier dans la province, mais repartent après avoir obtenu leur diplôme, ne contribuant que temporairement à la vitalité de la minorité de langue officielle (MLO) du Québec.

Plusieurs facteurs clés d'incitation et d'attraction³ ressortent de la recherche sur la migration des jeunes. Pour la population MLO des régions rurales et éloignées, le manque d'occasions d'éducation postsecondaire en anglais, jumelé aux possibilités de carrière dans les zones urbaines ou dans d'autres provinces, décourage les diplômés du secondaire de rester dans leur région d'origine pour y étudier ou y travailler (Commission de l'éducation en langue anglaise [CELA], 2018). Holley (2017) a constaté que **les facteurs influençant la rétention des étudiants après l'obtention d'un diplôme universitaire étaient (sans ordre particulier) les occasions d'emploi, les amis, un endroit sûr où vivre et le coût de la vie**. Les étudiants nés au Québec étaient principalement préoccupés par le coût de la vie et le fait de compter sur un solide groupe d'amis. Sioufi et Bourhis (2018) constatent également que les tensions linguistiques⁴ au Québec ont été fréquemment citées par les anglophones comme des facteurs d'incitation au départ. Bien que la plupart des anglophones du Québec âgés de moins de 24 ans soient largement bilingues⁵, ils demeurent désavantagés en matière d'emploi. S'appuyant sur les résultats de Floch, la CELA (2018) affirme que beaucoup « signalent l'existence d'un plafond de verre qui rend difficile l'établissement d'un espace professionnel au Québec (p. 22)... [et donc], la mobilité ascendante est devenue une mobilité sortante pour les anglophones

bien instruits » (p. 24). Cette réalité peut s'expliquer en partie par leur sentiment d'avoir des compétences en français inadéquates pour le monde du travail et de ne pas être appréciés pour les compétences qu'ils possèdent (CELA, 2018). En outre, les anglophones bilingues ayant un niveau d'éducation élevé pourraient voir de meilleures possibilités sur le grand marché canadien et mondial, où les salaires ont tendance à être plus élevés (CELA, 2018; Clemens, Labrie et Emes, 2016).

³ Selon Sioufi et Bourhis (2018), les facteurs d'incitation au départ sont les raisons qui poussent les gens à quitter leur lieu d'origine et à migrer ailleurs (par exemple, les difficultés économiques, les tensions linguistiques et la corruption), et les facteurs d'attraction sont les raisons qui attirent les individus vers de nouvelles régions (par exemple, la meilleure qualité de vie, les occasions de carrière et la liberté).

⁴ Il s'agit notamment « d'éviter les tensions linguistiques, d'être victime de discrimination collective, de percevoir les relations anglais-français comme étant à somme nulle et d'assumer les conséquences de l'orientation d'acculturation de séparation » (p. 1).

⁵ Voir le résumé de recherche no 5 de cette série.

Un rapport récent apporte un éclairage plus complet sur cet enjeu (Crossland & Brown, 2021). Il en ressort que **14 % des étudiants des programmes dans le domaine de la santé et des services sociaux⁶ des cégeps anglophones ont l'intention de travailler à l'extérieur du Québec après avoir terminé leurs études**. Parmi les répondants ayant une adresse permanente dans la région métropolitaine aux fins du recensement de Montréal, 12 % songeaient à quitter la province pour le travail, soit six fois plus que les 2 % qui envisageaient de déménager dans une autre région du Québec pour y travailler. Les cinq principales raisons invoquées par les répondants qui songeaient à quitter la province sont la maîtrise de la langue (22 %), la perspective d'un emploi (17 %), le mode de vie (17 %), les raisons financières (13 %), la communauté (9 %), la famille ou les amis (8 %), la culture (7 %), d'autres raisons (3 %) et le fait de se rapprocher de leur domicile (3 %). Les auteurs du rapport affirment que « cela semble être un véritable appel à des mesures proactives pour accroître l'accès à l'emploi dans les régions du Québec, pour mieux faire connaître ces occasions d'emploi en région et pour fournir une aide accrue à la formation complémentaire en français » (Crossland et Brown, 2021, p. 45).

Raisons pour lesquelles les jeunes anglophones sont susceptibles de quitter la région ou la province



Source: Holley, 2017; Sioufi & Bourhis, 2018

L'exode des jeunes instruits de la province et des régions du Québec vers Montréal a un impact sur la composition sociodémographique des communautés anglophones du Québec. Par exemple, dans le secteur de l'éducation, répondre aux besoins des « étudiants anglophones issus de milieux socioéconomiquement défavorisés pourrait devenir un enjeu de plus en plus important [...], car ceux qui quittent la province sont généralement ceux qui ont une mobilité économique, des diplômes et des compétences bilingues » (Lamarre, 2012, p. 187).

Ce point est corroboré lorsque l'on observe les taux de chômage et les seuils de faible revenu, qui sont plus élevés pour les jeunes anglophones. Le taux de chômage global des jeunes du Québec a considérablement diminué de 1998 à 2016 (14 % à 10,5 %) (ISQ, 2019), et a continué à baisser jusqu'à l'arrivée de la pandémie en 2020. Le taux de chômage était toutefois plus élevé chez les anglophones (13,3 %) que chez les francophones (9,8 %) dans le groupe des jeunes âgés de 15 à 29 ans en 2016. Parmi les jeunes anglophones, 68,2 % vivaient avec un faible revenu, contre 59,5 % des jeunes francophones, et 23,6 % vivaient sous le seuil de faible revenu, contre 14,9 % des jeunes francophones (Pocock, 2018).

En matière de salaire, les Québécois en général avaient des salaires médians inférieurs à ceux des Canadiens en 2015. En effet, les femmes et les hommes âgés de 25 à 64 ans titulaires d'un baccalauréat avaient un salaire annuel médian plus faible au Québec (63 305 \$ et 75 107 \$, respectivement) que dans le reste du Canada (68 342 \$ et 82 082 \$) (Statistics Canada, 2017). D'autres écarts en matière de salaires peuvent être observés entre les jeunes des différentes communautés linguistiques du Québec : seulement 6,5 % des jeunes anglophones (âgés de 15 à 29 ans) du Québec avaient un revenu de 50 000 \$ ou plus, comparativement à 8,6 % des jeunes francophones (Pocock, 2018), malgré leur niveau de scolarité plus élevé. Si l'on considère les jeunes anglophones, 20,4 % d'entre eux avaient un baccalauréat ou un diplôme plus élevé en 2016, contre 13,9 % pour les jeunes francophones (Pocock, 2018).

En résumé, bien que les jeunes anglophones du Québec soient davantage bilingues et scolarisés que par le passé, non seulement gagnent-ils moins que leurs homologues francophones, mais ils semblent également avoir plus de mal à décrocher un emploi dans leur domaine. Il s'agit probablement de l'un des nombreux facteurs qui contribuent à l'intention de plusieurs jeunes de quitter la province pour trouver des occasions économiques ailleurs, ou du moins qui expriment leur intention de le faire.

⁶ Il convient de préciser que les répondants à cette enquête (Crossland et Brown, 2021) comprennent des personnes ayant une adresse permanente à l'intérieur et à l'extérieur du Québec et des personnes ayant déclaré que leur langue principale était l'anglais, le français ou une autre langue.

References

- Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA). (2018). *Plus ça change, plus c'est pareil: Revisiting the 1992 Task Force Report on English Education in Québec*. Présenté au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Bureau de la coopération interuniversitaire. (2019). *Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2019*.
- Clemens, J., Labrie, Y., & Emes, J. (2016). *Interprovincial migration in Canada: Quebecers vote with their feet*. Toronto : Fraser Institute.
- Crossland, C., & Brown, D. (2021, April). *Factors in the regional retention of graduates from health and social services programs: Results of the 2019 and 2020 surveys of health and social services career program students at English colleges in Quebec*. John Abbott College.
- Floch, W., & Pocock, J. (2012). The socio-economic status of English-speaking Quebec: Those who left and those who stayed. In R. Y. Bourhis (Ed.), *Decline and prospects of the English-speaking communities of Quebec* (pp. 129-173). Ottawa : Canadian Heritage.
- Holley, P. (2017). *Push-pull factors related to student retention and integration in Québec*. The Canadian Institute for Identities and Migration.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2019). *Regard statistique sur la jeunesse : État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans 1996 à 2018*. Gouvernement du Québec.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2020a). *Migrations entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1972 à 2020*. Gouvernement du Québec.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2020b). *Migrations interprovinciales selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 2019-2020*. Gouvernement du Québec.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2021). *Estimations de la population des régions administratives, Québec, 1^{er} juillet 1986 à 2020*. Gouvernement du Québec.
- Lamarre, P. (2012). *English education in Quebec: Issues and challenges*. Dans R. Bourhis (Ed), *Decline and prospects of the English-speaking communities of Quebec* (pp. 175-214). Ottawa : Canadian Heritage.
- Paillé, M. (2021; in press). Migrations interprovinciales au Canada. Qu'en est-il des « deux solitudes » de langues officielles canadiennes? In L. O'Donnell, P. Donovan, & B. Lewis (Eds.), *La Charte. La loi 101 et les Québécois d'expression anglaise / The Charter: Bill 101 and English-Speaking Quebec*. Presses de l'Université Laval.
- Pocock, J. (2018). *Key demographic and socio-economic characteristics of Quebec's English speaking youth (15-29)*. Community Health and Social Services Network.
- Sioufi, R., & Bourhis, R. Y. (2018). *Acculturation and linguistic tensions as predictors of Quebec francophone and anglophone desire for internal migration in Canada*. *Journal of Language and Social Psychology*, 37(2).
- Statistics Canada. (1996). *Data Tables, 1996 Census: Characteristics of English, French or English and French Language Groups (First Official Language Spoken (4)) by Sex (3), for Canada, Provinces, Territories, Census Divisions and Census Subdivisions, 1996 Census (20% Sample Data)*. Government of Canada. Disponible en français.
- Statistics Canada. (2017). *Census in brief: Does education pay? A comparison of earnings by level of education in Canada and its provinces and territories*. Government of Canada. Disponible en français.
- Statistics Canada. (2020). *Annual demographic estimates: Canada, Provinces and Territories, 2020*. Government of Canada. Disponible en français.



Ce document a été produit par le **Réseau de recherche sur les communautés anglophones du Québec** (QUESCREN), un réseau collaboratif constitué de chercheurs, d'intervenants et d'établissements d'enseignement et d'autres organismes qui œuvrent à une meilleure compréhension des communautés québécoises d'expression anglaise et cherchent à renforcer leur vitalité. QUESCREN est affilié à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia à Montréal.

Résumés de recherche en éducation

Les résumés de recherche sur l'éducation sont réalisés à la demande et en collaboration avec la **Table d'éducation interordres** (ILET) de QUESCREN. Cette série de résumés de recherche porte sur les questions et les enjeux prioritaires du secteur de l'éducation en langue anglaise au Québec, tels qu'identifiés par l'ILET.

Les auteurs et collaborateurs de ce résumé

Auteurs : **Nadine Ciamarra**, M.A., diplôme de 2^e cycle, et **Patricia Lamarre**, Ph. D., avec **Patrick Donovan**, Ph. D., et **Lorraine O'Donnell**, Ph. D.

Pour consulter l'une de ces références en ligne, voici la liste complète des liens vers ces documents (en anglais) :

<https://tinyurl.com/quescrenbrefs>

Gestion et production : Lorraine O'Donnell et Patrick Donovan.

Modèle de conception et mise en page : **Fabian Will**

Le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise a financé ce résumé de recherche..



Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de QUESCREN ou du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise.

Le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise, le gouvernement du Canada, l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques et l'Université Concordia apportent un soutien financier au QUESCREN.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021.

